TRADUCTION EN FRANCAIS :

“Open letter: Investing in people and regions in the next EU budget”, Coalition EUFunds4Social

Lien vers la lettre ouverte

(Traduction réalisée par la CRESS Grand Est avec DeepL)

Lettre ouverte : Investir dans les personnes et les régions dans le prochain budget de l’UE

À l’attention des dirigeants d’État ou de gouvernements de l’Union européenne

Avec copie à : António Costa, président du Conseil européen ; Micheál Martin, Taoiseach (Présidence irlandaise du Conseil)

Bruxelles, le 15 octobre 2026

Mesdames et Messieurs les chefs d’État ou de gouvernement,

À la veille du Conseil européen des 15 et 16 octobre, nous vous écrivons au nom de la coalition EUFunds4Social, qui rassemble des réseaux européens et des organisations nationales, notamment des ONG, des services sociaux, des acteurs de la santé publique et des prestataires de services, des acteurs de la formation tout au long de la vie et de l’économie sociale, des travailleurs et des partenaires sociaux.

Nous saluons le travail accompli par la Présidence irlandaise [du Conseil de l’Union européenne] pour faire avancer les négociations sur le Cadre financier pluriannuel 2028-2034, et nous reconnaissons le contexte difficile dans lequel vous préparez le prochain budget de l’UE. Toutefois, l’Europe doit respecter l’objectif du Traité en matière de cohésion économique, sociale et territoriale.

Nous vous invitons ainsi une nouvelle fois à soutenir un financement social solide au niveau européen l’UE et, en particulier :

1. À adopter un budget global conforme à la position du Parlement européen, soit 1,27 % du RNB de l’UE.

2. À garantir des ressources adéquates pour la rubrique 1 et à exclure les remboursements de NextGenerationEU des plafonds, comme le propose le Parlement européen.

3. Préserver ce que garantissent le FSE et le FEDER : des fonds autonomes dotés de 124 milliards € pour le FSE (comme le propose le Parlement européen) ou a minima enveloppes dédiées et réservées avec leurs propres objectifs spécifiques, dans chaque plan national, au moins aux niveaux actuels ajustés à l'inflation.

4. Relever l'objectif de dépenses sociales de 14 % à au moins 25 % des Plans de partenariat nationaux et régionaux (PPNR), afin de mettre en œuvre le Pilier européen des droits sociaux et de répondre aux défis sociaux urgents d'aujourd'hui, et introduire des taux de cofinancement réalistes.

5. Affecter directement des financements européens à l'innovation sociale, au renforcement des capacités et à la coopération transnationale des organisations de la société civile, des partenaires sociaux et des acteurs de l'économie sociale au sein de la Facilité de l'UE.

La boîte de négociation du 10 octobre propose un budget inférieur à celui de la Présidence chypriote et de la Commission, et reste bien en deçà du niveau jugé nécessaire par le Parlement européen. La rubrique 1, qui couvre la cohésion et l'investissement social, est également réduite, alors qu'elle doit encore absorber le remboursement de NextGenerationEU. Nous saluons le fait que la présidence maintienne l'enveloppe consacrée à la cohésion au niveau de la boîte de négociation chypriote, soit légèrement au-dessus de la proposition de la Commission. Toutefois, il s'agit globalement du même montant en valeur absolue que pour la période 2021–2027, ce qui signifie une réduction en termes réels une fois l'inflation prise en compte.

La boîte confirme un fonds unique distribué par le biais de PPNR, avec un objectif de 14 % de dépenses sociales et une partie du soutien octroyée sous forme de prêts, tandis que la Facilité de l'UE et qu'elle ne dispose pas d'allocations spécifiques de ses financements pour l'innovation sociale.

L'investissement social et territorial est essentiel pour aider l'Europe à relever les grands défis de notre époque : inégalités et polarisation grandissantes, sous-investissement dans les services publics, fracture entre zones urbaines et rurales, vieillissement démographique, pénuries de compétences et besoins importants en matière de perfectionnement et de reconversion professionnelle, chômage et inactivité élevés chez les jeunes, ainsi que les transitions numérique et climatique. Le FSE et le FEDER, tous deux ancrés dans les traités de l'UE, soutiennent l'emploi de qualité, favorisent la cohésion sociale et protègent les droits dans toutes les régions de l'Union. Ce faisant, ils

renforcent les fondements de nos sociétés, de notre démocratie et de la compétitivité de l'Europe.

Nous voulons un budget de l'UE qui continue d'investir dans les personnes, les communautés, les services de qualité et l'économie sociale, avec un financement social fort et des garanties efficaces pour l'inclusion. Cela implique de protéger les aides centrées sur les personnes et un seuil minimal de dépenses consacrées à l'inclusion sociale, à la pauvreté infantile, au sans-abrisme, à la santé, à l'emploi des jeunes et à la privation matérielle, tout en garantissant des conditions favorables conformes à la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes en situation de handicap et au Pilier européen des droits sociaux. Cela implique également de conférer aux partenaires sociaux, à la société civile et aux personnes ayant une expérience de terrain un rôle réel dans la conception, la gouvernance et le suivi des programmes, et maintenir l'accès es organisations à but non lucratif aux financements européens, par exemple en les exemptant des obligations de cofinancement lorsqu'elles soutiennent des groupes confrontés à des vulnérabilités accrues ou qu'elles répondent aux priorités d'inclusion sociale dans le cadre des règlements des PPNR. C'est ainsi que l'économie sociale de marché européenne pourra rester une source de résilience dans un monde incertain.

Nous sommes prêts à travailler avec vous, la Présidence irlandaise et le Parlement européen, pour un budget de l'UE qui réponde aux besoins des citoyens et des régions.

Cordialement,

La coalition EUFunds4Social